

Europolitique - 17 décembre 2007

KOSOVO - ENTRETIEN AVEC ALAIN LAMASSOURE : LES CONDITIONS SONT RÉUNIES POUR UNE CRISE POLITIQUE MAJEURE

La marche du Kosovo vers l'indépendance semble inéluctable, malgré l'opposition de la Serbie et de la Russie. Les dirigeants de l'UE, qui en ont débattu lors de leur Sommet du 14 décembre à Bruxelles, ont, encore une fois, fait preuve de réserve. Ancien ministre français des Affaires européennes, député UMP au Parlement européen (groupe PPE-DE), Alain Lamassoure, connaît bien le sujet qu'il a suivi de près depuis 1991. Il s'exprime ici sur les enjeux, pour l'UE, d'une éventuelle déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo.

Europolitique : Pour certains, l'indépendance du Kosovo inclut le risque d'une nouvelle conflagration dans les Balkans. Chypre et d'autres Etats craignent un dangereux précédent pour la stabilité en Europe.

Une nouvelle conflagration est peu probable, heureusement : l'OTAN a déployé 17 000 casques bleus au Kosovo et l'Union européenne 2 500 en Bosnie. Mais toutes les conditions sont réunies pour qu'on se trouve devant une crise politique majeure, attisant les ressentiments dans des territoires qui n'ont déjà que trop souffert de la haine nationaliste, et créant des tensions fortes, bien inutiles, entre les capitales européennes, Washington et Moscou.

La crise des Balkans qui avait éclaté au début des années 1990 aux portes de l'UE avait été le révélateur de l'absence d'une véritable politique étrangère européenne. Malgré les progrès accomplis dans ce domaine, pourquoi l'UE donne-t-elle l'impression de ne pas s'engager pour assurer la stabilité de son environnement immédiat ?

C'est un mystère. Les accords de Dayton datent de 1995. Leur mérite a été de mettre fin à l'effroyable guerre de Bosnie : mais dès l'origine, tous ses signataires et ses parrains savaient que le problème de fond de l'avenir de la Bosnie restait entier. De même, depuis que l'intervention de l'OTAN a libéré le Kosovo de l'oppression du régime de Milosevic, plus personne ne se fait de doute sur le caractère inéluctable de l'indépendance du Kosovo, plébiscitée par les 90 % de population locale d'origine albanaise. Pourquoi les grands dirigeants européens, et notamment français, ont-ils attendu si longtemps avant de reprendre en main le dossier des Balkans ? Ce faisant, ils ont laissé les problèmes, non pas mûrir, mais bel et bien pourrir. Et ils ont fourni à la Russie une opportunité inespérée de venir interférer dans des problèmes qui ne la regardent en rien.

Douze ans après l'horrible massacre de Srebrenica, nous n'avons même pas obtenu que ses responsables, Karadzic et Mladic, soient remis à la justice : imaginons ce que nous aurions pensé des Alliés si, en 1957, Goering et Himmler étaient encore hébergés quelque part en Allemagne ! Savez-vous que la dernière visite ministérielle française à Sarajevo remonte à deux ans ? Tout s'est passé comme si les problèmes balkaniques étaient trop peu médiatiques par rapport aux images spectaculaires du Darfour, de l'Irak ou du Liban. Il y a pourtant une différence majeure entre ces problèmes : en dehors des populations directement concernées, le sort des Balkans dépend de nous, Européens, et seulement de nous. Au Moyen-Orient ou en Afrique, nous pouvons, nous devons jouer un rôle utile, mais nous ne devons ni ne pouvons être les acteurs principaux.

Finalement, l'indépendance du Kosovo serait-elle une bonne ou une mauvaise chose pour l'Union européenne ?

Ce n'est pas l'indépendance en soi qui pose problème, ce sont les conditions dans lesquelles elle se décidera. On oublie un peu vite que les quinze Républiques ex-soviétiques, la Tchéquie, la Slovaquie, le Monténégro ont obtenu leur indépendance sans difficulté majeure. En l'état actuel du pourrissement des relations entre les dirigeants de Belgrade et de Pristina, une solution raisonnable ne sera possible qu'avec un pilotage politique ferme de la part de l'Union européenne. Nous faisons d'admirables discours sur la nécessité d'une politique étrangère européenne commune. Sa crédibilité se jouera d'abord dans les Balkans, et nulle part ailleurs. Avec Bernard Kouchner, qui fut représentant de l'Union au Kosovo, son homologue suédois Carl Bildt, ancien représentant de l'ONU en Bosnie,

l'infatigable Javier Solana, la Commissaire autrichienne Benita Ferrero-Waldner, et les dirigeants slovènes qui seront à la tête de l'Union en janvier prochain, l'Union possède les meilleurs spécialistes des questions balkaniques. Ces pays sont tenus à bout de bras par l'aide financière de Bruxelles, et la perspective d'adhésion au club européen est une incitation très puissante à la sagesse. Il est minuit moins une pour agir encore, sinon à froid, du moins à température maîtrisable. Encore faut-il que Berlin, Londres et Paris acceptent de faire des Balkans leur première priorité diplomatique : on a perdu huit ans de guerre, 300 000 morts, puis huit ans de tergiversations, ça suffit !

Propos recueillis par Pierre Lemoine